

CROIX-ROUGE CENTRAFRICAINE : AMÉLIORER L'ACCÈS DE LA POPULATION AUX SOINS DE QUALITÉ

L'Institut universitaire de formation paramédicale (IUFP) de la Croix-Rouge centrafricaine a ouvert ses portes en mars 2011. Une nouvelle structure pour relever un défi à la limite de l'humanitaire et du développement.

Ces dernières années, le nombre de cadres en soins infirmiers n'a cessé de diminuer. Le personnel qualifié, confronté en outre à la rareté d'octroi de bourses d'études, n'a plus bénéficié de session de remise à niveau depuis plusieurs années. Construit et financé par la Croix-Rouge française, l'IUFP veut combler cette lacune en formant des cadres supérieurs de santé et du personnel qualifié en soins infirmiers. C'est le premier établissement de son genre dans le pays.

Ce nouvel institut est d'autant plus important que le fonctionnement du système de soins montre des signes de dégradation et augmente le sentiment de désintérêt chez les professionnels de la santé. "Le métier des soins infirmiers n'est pas valorisé et le travail des infirmières/infirmiers n'est pas reconnu", a soutenu Sylvie Ngouadakpa, Directrice

de l'IUFP. Pourtant, l'infirmier joue un rôle clé dans la prise en charge des malades. Il recueille les informations sur leur état de santé et crée la proximité nécessaire pour les soins fondamentaux qui doivent être apportés sur ordonnance ou conseil d'un médecin. L'infirmier reste ainsi une aide importante pour la communauté.

Aussi bien dans la capitale qu'à l'intérieur du pays, cette lacune en terme d'effectif dans les structures de soins de santé ne facilite guère les conditions d'accès de la population aux soins de qualité. La création de l'IUFP vise à faciliter l'accès aux soins adéquats aux populations en fournissant du personnel qualifié disponible.

Aujourd'hui, une trentaine de personnes y suivent un enseignement qui leur per-

mettra de devenir d'ici 2013 des techniciens supérieurs en soins infirmiers. Avec le concours de son personnel permanent et d'intervenants externes, l'Institut entend travailler à la refonte du programme de formation paramédicale, à la réglementation et à la reconnaissance de métier d'infirmier. L'un des défis de l'IUFP est, selon Catherine Onobele, Chargée de programme formation à la Croix-Rouge française, de "parvenir à faire tourner l'établissement par lui-même, à assurer des programmes de formations ponctuelles et continues". Il s'agira aussi de rechercher des partenaires pour soutenir le projet et élargir la formation.

L'IUFP fait partie du projet global "Initiative santé" de la Croix-Rouge française qui a pour ambition de contribuer à l'amélioration de la qualité des soins infirmiers au Burundi, au Congo Brazzaville et en République centrafricaine.



L'institut de la CRCA inauguré en novembre 2010. Il s'agit de la première structure de son genre en Centrafrique.

LA PROXIMITÉ AUX POPULATIONS EST PRIMORDIALE AU NORD-EST

Le CICR s'apprête à accroître sa présence au nord-est avec l'ouverture d'un bureau à Ndélé. Comme l'explique Daniel Corthésy, responsable des opérations dans la zone, la priorité du CICR est de pouvoir répondre aux besoins des populations et d'assurer le respect de celles-ci par les différents porteurs d'armes.



Deux volontaires de la Croix-Rouge centrafricaine prennent une pause pendant la distribution de nourriture.

COMMENT SE PRÉSENTE LA SITUATION SÉCURITAIRE ET HUMANITAIRE DANS LA RÉGION ?

Au nord-est, la situation sécuritaire reste précaire et l'accès humanitaire n'est pas toujours garanti. Il s'agit pourtant d'une population qui a beaucoup souffert à cause du conflit. Souvent, les gens ont perdu leurs maisons, leurs cultures. Forcés à se déplacer, leur accès aux soins et à l'eau a été gravement réduit et l'éducation de leurs enfants entravée.

La situation humanitaire reste critique dans une partie de Bamingi Bangoran et surtout dans la Vakaga, notamment dans les régions au nord et à l'est de Ndélé. Pour les déplacés qui sont à Ndifffa et Sikikédé tout comme pour ceux de Kabo, la nourriture et l'accès à la santé constituent les besoins les plus importants. Du côté de l'Ouham, en particulier à Kabo, la situation humanitaire est difficile pour de nombreuses personnes déplacées le long des axes Moyenne-Sido et Béhili, suite aux situations de violence.

Ces populations, résidentes ou déplacées, sont vulnérables et doivent donc être protégées d'éventuelles attaques et des mauvais



Les populations bénéficiaires collaborent avec le CICR à la réhabilitation et à la protection des puits et des sources. Ici, un puisatier de Sultan II s'apprête à poursuivre le travail.

"CETTE DISTINCTION N'EST PAS LA MIENNE, C'EST POUR LA NATION"

Directrice de l'Institut universitaire de formation paramédicale, Sylvie Ngouadakpa a été infirmière toute sa vie. En 2011, elle est devenue la première Centrafricaine lauréate de la médaille Florence Nightingale.

Présente dans son rôle de directrice et pleine d'énergie, le sourire franc, Mme Sylvie Ngouadakpa, mariée et mère de sept enfants, a consacré toute sa carrière d'infirmière à la formation. Très attachée à la blouse blanche - qui la fascinait dès son jeune âge - et à son travail de proximité auprès des malades, elle a été surprise qu'on lui demande d'intégrer l'équipe d'encadrement de l'Institut national d'Enseignement médico-social de santé publique de Bangui. Pourtant, très vite elle s'est prise d'une passion pour l'enseignement des soins infirmiers et s'y est employée sans ménagement. En dépit des escaliers qu'il lui fallait monter et descendre trois ou quatre fois par jour pour rejoindre à la salle de cours au 4ème étage - Sylvie s'aide d'une béquille pour marcher depuis quelques temps, mais pour elle ce n'est "qu'un petit handicap".

"J'aime la personne humaine... mon attachement aux autres a influencé mon entourage. Mon mari me trouve trop maternelle. Mais c'est un appel, j'en ai la conviction et c'est plus fort que moi". A la tête de l'Association des infirmiers, infirmières et sages-femmes de Centrafrique (ANISCA), Sylvie a consacré une grande énergie pour mobiliser le corps des infirmiers autour de la valorisation de leur métier. "Se regrouper en association autour d'une idée peut amener à valoriser le métier d'infirmier", a-t-elle souligné. Forte de cette conviction, l'ancienne cheffe de département des infirmiers diplômés d'État n'a pas hésité à régler de sa poche, huit années durant, le loyer du local qui a servi de siège à l'ANISCA. La célébration de la journée du 12 mai constitue à ses yeux un bon moyen pour promouvoir l'image de cette association.

Admise à la retraite, elle n'a pourtant pas résisté à l'idée de diriger un institut de formation paramédicale. A l'annonce de l'ouverture de poste de directeur du nouvel Institut universitaire de formation para-



Sylvie Ngouadakpa dans la bibliothèque de l'ANISCA.

Depuis 1907, le Comité international de la Croix-Rouge décerne la médaille Florence Nightingale aux personnes se distinguant par leurs actions dans le domaine des soins infirmiers, mais aussi à des collaborateurs de la Croix-Rouge actifs à titre bénévole ou comme employés dans le travail humanitaire et de secours. Depuis sa création, le travail de plus de 1337 personnes a ainsi été honoré. La médaille est remise, dans chaque pays, soit par le chef de l'État, soit par le président du comité central de la Société nationale de la Croix-rouge.

Florence Nightingale (12 mai 1820 - 13 août 1910), surnommée « la dame à la lampe », était une pionnière des soins infirmiers modernes. Elle consacra toute sa vie au métier d'infirmière qu'elle considéra comme un appel divin. Elle écrivit Notes on Nursing, un petit livre publié en 1860 et servant de base au programme de la Nightingale School et d'autres écoles qui par la suite furent fondées à son image. L'ouvrage est considéré comme un texte classique d'introduction aux soins infirmiers. Nightingale passa le reste de sa vie à encourager l'établissement et le développement de la profession d'infirmière et à la faire évoluer vers sa forme moderne.

médicale (IUFP) de la Croix-Rouge, cette passionnée du métier des soins infirmiers n'a pas hésité. "J'avais une forte conviction que cette responsabilité devait me revenir. Je m'étais dit que je pouvais encore servir mon pays, que j'avais des choses à donner", a-t-elle confié en souriant. "J'avais même oublié que j'ai un petit handicap".

QUAND LES OFFICIERS SUPÉRIEURS DE 60 PAYS SE RÉUNISSENT

L'Atelier sur le droit international humanitaire (DIH) est une tribune annuelle organisée par le CICR permettant aux hauts cadres militaires de partager leurs expériences et de discuter de l'intégration des règles régissant les opérations militaires dans leurs pays respectifs. Le Colonel Thierry Lengbe, Directeur de l'École Spéciale de Formation des Officiers d'Active (ESFOA), a participé à l'atelier qui s'est tenu en juin 2011 en Afrique du Sud. Il nous parle de son expérience.

1. COMMENT AVEZ-VOUS VÉCU CET ATELIER EN AFRIQUE DU SUD ?

A mes yeux, c'était une opportunité unique. Outre bon nombre de lieutenants-colonels et de colonels, une quinzaine de généraux ont participé à cet atelier. D'avoir pu partager et échanger ainsi nos expériences respectives avec des officiers supérieurs venus des quatre coins du monde a été un privilège. Cela m'a permis de tisser des liens et de comprendre la réalité à laquelle sont confrontés mes homologues dans leurs pays, et donc de contraster leurs problèmes et défis avec les miens, en Centrafrique.

2. L'ATELIER A-T-IL RENFORCÉ VOS CONNAISSANCES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE ET DE LA MISSION DU CICR ?

Bien entendu – même si ces notions et le travail du CICR m'étaient déjà familiers. Je dirais que cela m'a surtout aidé à mieux

sentir à quel point le DIH et les règles qui régissent le comportement des hommes en armes sont importants pour limiter les "dérapages" dans des situations de violence. Les cours que nous avons suivis, les exercices pratiques auxquels nous avons participé et les discussions que j'ai pu avoir avec mes collègues d'autres pays se sont avérés très utiles, très formateurs à cet égard.

3. LES RÈGLES INTERNATIONALES RÉGISSANT LES OPÉRATIONS MILITAIRES S'APPLIQUENT-ELLES À LA RÉALITÉ CENTRAFRICAINE ?

Oui, elles s'y appliquent. Notre armée nationale est soumise à ces règles, tout comme les armées des autres nations. Ces règles sont intégrées dans la formation de nos troupes. En fait, notre règlement stipule que les règles de comportement doivent être rappelées aux soldats lorsqu'ils préparent une opération.

4. COMMENT COMPTEZ-VOUS METTRE À PROFIT CETTE EXPÉRIENCE DANS LA FORMATION QUE VOUS DISPENSEZ AUX FORCES ARMÉES CENTRAFRICAINES ?

Je suis responsable de la formation des cadres de l'armée au Centre d'Instruction militaire de Kassai, et à cet effet j'emploie notamment des modules de formation élaborés par le CICR. Il arrive également que le CICR s'adresse à ces cadres pour leur parler de son mandat et de ses activités, et bien sûr du DIH. Notez que d'une manière plus générale l'instruction est gérée par le 3e bureau de l'armée. J'ai d'ailleurs été informé que le CICR tiendrait en novembre prochain, justement en collaboration avec ce 3e bureau, un séminaire pour les chefs de bureau opérations et instruction (BOI) : c'est important parce que ce sont ces chefs qui assurent l'instruction auprès de leurs corps d'armée respectifs.



Le Colonel Thierry Lengbe, Directeur de l'ESFOA, lors de l'interview.

Cont from Pg3

LA PROXIMITÉ AUX POPULATIONS EST PRIMORDIALE AU NORD-EST

dien (FPR) et l'Armée populaire pour la restauration de la République et la démocratie (APRD). Le CICR a enregistré 15 enfants non accompagnés avec le concours de la Croix-Rouge centrafricaine et a réuni ceux qui le désiraient avec leurs parents. Intermédiaire neutre, le CICR a également répondu à la demande des parties d'organiser le transfert et la libération de 18 membres de l'APRD détenus par le FPR à Kaga Bandoro. Dans tous les lieux où ils travaillent, les collaborateurs du CICR visitent également les prisons ou les maisons d'arrêts afin de garantir un traitement humain aux détenus.

Lors des situations de violence, le CICR documente les cas de violation des principes du droit international humanitaire perpétrés par les porteurs d'armes. Il tente de sensibiliser toutes les parties au conflit au respect des valeurs humanitaires par le biais de séances d'information et de formation, et au moyen d'interventions confidentielles et bilatérales.

QUEL EST L'OBJECTIF D'ACCROÎTRE LA PRÉSENCE DU CICR AU NORD-EST ?

Le CICR a décidé d'ouvrir un bureau à Ndélé. Ceci facilitera l'accès aux personnes les

plus vulnérables qui sont affectées par les situations de violence dans la région, et permettra ainsi de même de répondre à leurs besoins. A titre d'exemple, nous avons récemment réhabilité trois sources et construit quatre bornes fontaines et six puits à Ndélé même, et nous avons débuté des activités pour améliorer l'accès à l'eau dans plusieurs villages le long de l'axe Ngarba. La proximité aux populations est primordiale pour gagner la confiance des communautés et comprendre leurs besoins les plus urgents.

Cont from Pg3

"CETTE DISTINCTION N'EST PAS LA MIENNE, C'EST POUR LA NATION"

Sylvie n'en reste pas moins très modeste : "Cette distinction n'est pas la mienne, c'est pour la nation, pour les infirmières/infirmiers. Je la dédie au Chef de l'État pour l'interpeller sur notre profession parce qu'elle n'est pas connue. Le travail des infirmières/infirmiers

n'est pas valorisé. Ce prix changera le regard des gens sur la profession".

Forte de cette distinction, la première lauréate du prix Florence Nightingale de l'histoire des soins infirmiers en RCA entend relever

avec son équipe un nouveau défi, à savoir former des cadres en soins infirmiers, des infirmiers diplômés d'État et des assistants des soins de santé pour une amélioration de l'accès de la population aux soins de qualité.

MISSION

Le CICR en RCA, une action pluridisciplinaire :
Programme de protection et d'assistance en faveur des personnes affectées par le conflit
Diffusion et promotion du droit international humanitaire (DIH) auprès des porteurs d'armes, des autorités
Visite des personnes détenues en lien avec le conflit
Soutien à la Croix-Rouge centrafricaine dans ses programmes de préparation à l'urgence, de rétablissement des liens familiaux et de promotion des principes humanitaires

Supervision générale : Katharina Ritz, Chef de Délégation
Equipe de rédaction : Perry Proelochs, Délégué communication
Noël AUDHASSE-NGAOZA, Assistant communication
Romaric BEKOUROU, Assistant communication

Comité international de la Croix-Rouge
Délégation du CICR en République Centrafricaine:
2579 Av. Benz-Vi. Bangui (République centrafricaine)
T +236 75.20.28.58, 70.80.97.59, 72.73.02.88 F +236 21.61.70.56
E-mail : BNG_Bangui@icrc.org

Sous-délégation de PAOUA: Cité 200 Villas.
Paoua (République centrafricaine)
Tel +236 72.07.55.40 / +236 75.73.85.54 CSD - Tel +236 72.79.50.97

Sous-délégation de KAGA-BANDORO :
Centre ville. Kaga Bandoro (République centrafricaine)
Tel +236 72.70.14.64 CSD - Tel +236 72.07.69.73

Sous-délégation SUD-EST :
Av Benz-Vi. Bangui (République centrafricaine)
Tel +236 72.06.95.22 CSD (à BNG) - Tel +236 72.07.69.76
www.icrc.org
© CICR, septembre 2011



Photo de couverture: Christopher Herby/ICRC



ICRC delegation ICRC sub-delegation



BULLETIN

NO.08 SEPTEMBRE 2011

BULLETIN D'INFORMATION

COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE DELEGATION DE BANGUI (REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE)

LA LUTTE CONTRE LE PALUDISME AU SUD-EST

À partir de septembre, le CICR lance un nouveau projet qui rendra les soins contre le paludisme accessibles à tous les habitants d'Obo.

C'est la saison des pluies, une des périodes de l'année où les cas de paludisme sont les plus fréquents en RCA. Au premier rang des causes de mortalité dans le pays, le paludisme affiche officiellement 40% des raisons de consultation et un peu plus de 13% des cas de décès. Obo, ville du sud-est qui a dû accueillir près de 4'500 déplacés contraints de fuir l'insécurité dans la région, n'est pas épargnée. Parmi les patients qui souffrent de paludisme en cette période, les enfants de moins de cinq ans sont particulièrement vulnérables. Limitées en ressources financières et frappées par les dures conséquences de l'insécurité, les populations éprouvent de grandes difficultés à accéder aux soins de santé. Cette situation de faible accès aux soins contraste avec la forte prévalence du paludisme dans les localités reculées du pays.

Malgré l'appui de rares organisations médicales, les programmes de lutte contre le paludisme ont du mal à se maintenir et le besoin d'accès aux soins persiste. L'hôpital d'Obo, seule structure publique médicale,



Les enfants sont particulièrement vulnérables au paludisme. A Obo, près de 80% des enfants de moins de cinq ans contractent la maladie durant la saison des pluies.

doit parfois faire face à l'indisponibilité de certains médicaments indispensables pour lutter contre la maladie. Selon Félix Bouhouda de la 6ème région sanitaire, "le paludisme est un problème dans le Haut-Mbomou, une arme de destruction massive". Une action en faveur de la population s'avère nécessaire.

C'est en vue de combler ce besoin essentiel de santé que le CICR initie un programme de prise en charge du paludisme à domicile. Il s'agit d'améliorer l'accès des personnes souffrant de paludisme simple au traitement à domicile. Le programme prévoit un test rapide et en cas de résultat positif, le malade peut accéder à un traitement à domicile dans les 24 heures. Il est attendu que cette approche permette de prendre

rapidement en charge de nombreuses personnes et d'éviter ainsi l'évolution vers un paludisme sévère.

Afin d'assurer une couverture efficace, le CICR a identifié, en collaboration avec la division sanitaire d'Obo et les autorités locales, des distributeurs communautaires pour chaque quartier de la ville. Ces distributeurs, qui sont de la communauté, seront formés par le CICR pour dépister et traiter le paludisme à domicile. Pour M. Bouhouda, qui est également le point focal de la lutte contre le paludisme, "le programme de prise en charge du paludisme à domicile qui se met en place est une bouffée d'oxygène pour la population". Celle-ci, informée sur le paludisme et les mesures de lutte contre le vecteur de la maladie, fera partie intégrante des actions de prévention.

L'accès aux soins de santé pose problème en RCA. Dans certaines régions du pays, 25% de la population parcourent plus de 10 kilomètres, utilisant parfois des moyens de fortunes, pour se rendre dans un centre de santé.

